

La France doit saisir la main qui lui est tendue par l'Amérique

**Par Dominique Moïsi
et Karl Kaiser**

Les auteurs, respectivement conseiller spécial de l'Ifri et ancien directeur de la Société allemande de politique étrangère de Berlin, saluent le retour de la France dans le commandement militaire de l'Otan.

Le débat qui vient de s'ouvrir en France sur l'Otan passionne davantage les élites politiques que l'opinion publique dans son ensemble. L'opposition y voit l'occasion d'affaiblir le président de la République sur une question qui divise sa majorité. Si l'on dépasse pour un instant les calculs politiques ou les réflexes idéologiques, et si l'on considère les interrogations stratégiques sous-jacentes, de quoi s'agit-il vraiment ? De mettre fin d'abord à un anachronisme au nom du bon sens, de tirer les leçons ensuite des changements profonds qui sont en train d'intervenir dans le monde, aux États-Unis et en Europe même. En étant dans l'Otan sans y être, la France s'est avant tout pénalisée elle-même. C'est précisément parce que le devenir et la stratégie de l'Otan ne vont plus de soi, parce qu'il est légitime en particulier de s'interroger sur les choix faits en Afghanistan, que la France doit prendre des responsabilités importantes

au sein de l'Otan et ainsi renforcer le poids de l'Europe dans la redéfinition nécessaire de la stratégie occidentale. C'est de l'intérieur que l'on peut pleinement peser sur les décisions cruciales qui vont devoir être prises.

Mais si la France doit changer son statut au sein de l'Otan, c'est plus encore parce que les circonstances extérieures, non seulement s'y prêtent, mais l'imposent.

Le monde a profondément changé ; l'Occident n'est plus ce qu'il a été depuis plus de deux siècles, c'est-à-dire le cœur unique du monde, ni économiquement ni même stratégiquement. La crise économique actuelle, même si elle est globale, ne fait qu'accélérer à terme le passage du flambeau de l'histoire de l'Occident vers l'Asie. Le problème pour l'Europe n'est plus de se définir et d'exister face, sinon contre, les États-Unis.

Il s'agit d'une logique dépassée. Le défi aujourd'hui est de constituer un front commun d'affirmation positive de nos valeurs, non pas contre les autres, mais à côté d'eux dans la reconnaissance d'une multipolarité en devenir, qu'illustre la transformation du G8 en G20.

Ce changement du monde, il s'accompagne depuis l'élection de Barack Obama à la présidence

des États-Unis d'une véritable révolution copernicienne non seulement dans l'image des États-Unis dans le monde mais plus encore dans le comportement de l'Amérique

« Le défi aujourd'hui est de constituer un front commun d'affirmation positive de nos valeurs, non pas contre les autres, mais à côté d'eux dans la reconnaissance d'une multipolarité en devenir, qu'illustre la transformation du G8 en G20 »

à l'égard de ses alliés. Il est bien trop tôt pour savoir si Barack Obama réussira à relancer l'économie américaine, mais il n'est pas trop tôt pour soutenir son action et ses efforts en faveur du multilatéralisme par des gestes forts de notre côté. Les Français

comme les Allemands – rappelons-nous la foule venue l'écouter à Berlin en juillet 2008 – ont massivement soutenu la candidature de Barack Obama. La France doit saisir la main qui lui est tendue par l'Amérique. Son retour à part entière dans l'Otan constituera un acte symbolique et politique fort, scellant la réconciliation historique entre deux alliés qui mettent les défis communs de l'avenir au-delà des querelles et des susceptibilités périmées du passé.

Enfin, l'Europe elle-même est en train de changer sous nos yeux. Il n'y a pas de contradiction entre la volonté de progresser sur la voie de la défense européenne et celle de « normaliser » le statut de la France au sein de l'Otan ; bien au contraire, sa position devient celle de nos principaux partenaires et alliés, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Plus de France dans l'Alliance signifie plus d'Europe de la défense.

Le retour de la France à l'Otan n'est certes pas une condition suffisante au succès de l'Europe de la défense, mais une condition nécessaire. Et cela d'autant plus que nous devons faire face à de nouveaux défis, comme

le retour d'une Russie qui entend retrouver toute sa place dans le système international.

Nous ne devons pas permettre à la Russie d'exploiter les divisions potentielles qui pourraient exister entre l'Europe et l'Otan.

Le dialogue nécessaire qui va s'ouvrir avec la Russie sur la question du contrôle des armements en Europe, qui peut idéalement déboucher sur un partenariat approfondi avec elle, ne peut se faire qu'à partir de positions unifiées et fortes à travers l'Otan.

Les auteurs de cet article ont consacré une part importante de leurs vies au rapprochement entre la France et l'Allemagne, clé à leurs yeux de la construction européenne. Ils considèrent le retour plein et entier de la France dans l'Otan comme la poursuite logique de leur idéal européen.

Ils sont persuadés que le général de Gaulle, dans sa vision pragmatique et réaliste du monde et d'une Europe basée sur le couple franco-allemand, ne comprendrait que l'on évoque aujourd'hui son nom, pour refuser un ajustement qu'il considérerait lui-même comme allant de soi, compte tenu des transformations profondes qui sont en train d'intervenir dans le monde.